



2015 Rapport annuel
www.greenpeace.lu

GREENPEACE

FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG

Rapport annuel 2015

	page
Victoires internationales	3
2015, année de la mobilisation pour la protection du climat.	5
Divest: wir drehen der fossilen Energie den Geldhahn zu!	7
Énergies 100% renouvelables, tout pour plaire... au climat.	9
Se mobiliser partout, ensemble.	10
Nucléaire : les pays voisins irresponsables, mais la bataille avance.	13
Es geht uns alle an: TTIP und CETA stoppen!	15
S'engager un peu, beaucoup, passionnément ?	16
Finances 2015	18
Bunny McDiarmid et Jennifer Morgan, nouvelles co-directrices exécutives de Greenpeace international	19

Quelques semaines à peine après la fin de la COP21, à Paris, nous pouvons dire que 2015 a été une année déterminante à plusieurs égards. Tout d'abord parce que plusieurs de nos campagnes ont connu des victoires ou des avancées.



© Jacob Khrist - Greenpeace

Shell a renoncé - temporairement il est vrai - à aller forer dans l'océan Arctique. Le pétrolier a indiqué avoir pris cette décision pour des considérations économiques mais aussi en tenant compte du risque d'image pour l'entreprise. Shell a bien compris que l'océan Arctique n'était en rien comparable à aucune autre région du monde. Un joyau de biodiversité à préserver coûte que coûte.

La transition énergétique, que nous plaçons au cœur de notre travail depuis des années, est en marche. Le Luxembourg reste un pays en voie de développement au sujet des énergies renouvelables. C'est pourquoi Greenpeace, en collaboration avec la plateforme Votum Klima et une quinzaine de communes, s'est lancé dans un projet commun pour faire bouger le secteur de l'énergie renouvelable. Même chez notre voisin français, grand défenseur du nucléaire, une loi a été votée pour amorcer une réduction du nucléaire dans le mix énergétique et une forte diminution de la consommation d'énergie. Tout le travail reste à faire mais le cap est le bon.

Et puis, bien sûr, les deux semaines de la COP21, en pleine présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, ont été clôturées par le premier accord universel du climat qui nous appelle à poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C. L'objectif est bon, mais les engagements des 195 états signataires restent insuffisants. Ils ne permettent pas d'aller assez vite dans les transformations nécessaires pour enrayer le fléau du dérèglement climatique.

La COP21 s'est terminée, l'année 2016 nous attend pour assurer la mise en œuvre de « l'après-COP ». L'Accord de Paris n'est pas suffisant - ce qui compte à présent, ce sont les mesures et actions que le Luxembourg et d'autres états entameront, poussés par une société civile lucide, mobilisée, et actrice du changement.

Oui, ensemble nous serons au rendez-vous pour porter plus loin encore nos thèmes de campagnes et rappeler à ceux qui en doutent encore qu'il y a urgence à passer à l'action pour préserver les humains et leur environnement.

Jean-François Julliard,
Directeur de Greenpeace France et Luxembourg

Arktis

Ein großer Erfolg für den Schutz der Arktis: 2015 hat Greenpeace zusammen mit mehr als sechs Millionen Menschen Shell die rote Karte gezeigt. Im September hat Shell dann angekündigt, bis auf weiteres nicht mehr in der Arktis nach Öl zu bohren. Dies zeigt: es kommt auf jeden an, wenn wir etwas Großes bewegen wollen! Und Ihr habt den Unterschied möglich gemacht. Lasst uns deshalb weiter machen, damit die Arktis zu einer Schutzzone erklärt wird.

Divest

Grande victoire pour le mouvement *Divest*: suite à des campagnes de Greenpeace et d'autres ONG en Norvège, le plus grand fonds souverain du monde GPFV va sortir environ 8 milliards de dollars d'investissement du secteur du charbon! En 2015, le mouvement a poussé plus de 500 institutions gérant une somme de 3.4 billions de dollars à s'engager à désinvestir. Quand le Fonds de pension luxembourgeois suivra-t-il le pas ?

Landwirtschaft

Erfolg für Umwelt und Verbraucher: mehrere Tausend Verbraucher des Großherzogtums haben die Greenpeace-Petition zum Verbot des Herbizids Glyphosat, u.a. unter dem Namen Roundup bekannt, unterschrieben. Aufgrund des Drucks von Umweltorganisationen haben 2015 Super- und Baumärkte in Luxemburg Glyphosat-haltige Produkte aus dem Verkauf genommen.

Mobilisation

Si tout est une question de pouvoir, cette année ce sont les citoyens du monde qui l'ont emporté. Un mouvement international s'est levé pour affirmer une lutte commune: protéger l'environnement pour sauver l'humanité. Mobilisations de développement locales ou solidaires, dans les communes ou sur les actions de masse, toute la société a joué un rôle dans ce tournant historique qu'a connu le monde cette année. Et ça va continuer.

2015, ANNÉE DE LA MOBILISATION POUR LA PROTECTION DU CLIMAT.

Au Luxembourg, et partout dans le monde, la cause climatique a été marquée par de nombreuses journées d'action. L'objectif: montrer aux leaders internationaux que la société civile exige un accord global, juste et ambitieux, et des solutions propres pour combattre le changement climatique. Unis et déterminés, les citoyens ont atteint un véritable succès en créant un mouvement de mobilisation historique autour de la COP21 et l'Accord de Paris.

L'Accord de Paris, une première dans l'histoire de la gouvernance mondiale en matière de protection du climat

La 21^e conférence des parties sur les questions climatiques (COP21) en décembre à Paris rassemblait 195 pays membres de l'ONU afin de trouver un accord pour maintenir le réchauffement de la planète bien en dessous de 2°C. Un véritable challenge quand on sait que la somme des engagements des Etats pour réduire les émissions de gaz à effet de serre achemine plutôt la planète sur une trajectoire de réchauffement de 3°C. L'Accord de Paris ne nous donne pas les moyens de maintenir la hausse des températures en dessous des 1,5°C nécessaires pour protéger les populations

les plus vulnérables des conséquences toujours plus désastreuses du changement climatique. Pourtant, nous sommes lancés dans une course entre le déploiement des énergies renouvelables et la hausse des températures. C'est précisément l'enjeu sur lequel cet accord pourrait être décisif.

Une mobilisation citoyenne sans précédent

Carole Dieschbourg, ministre de l'environnement du Luxembourg, conclut ainsi la COP21 «This is the success of civil society, of all those engaged to achieve this legally binding and fair agreement». C'est VRAI: nous étions des millions jusqu'au dernier jour, à Paris, pour mettre les derniers coups de pression aux négociateurs. Car nous sommes capables, en tant que société, d'apporter les changements et solutions nécessaires pour résoudre la crise climatique.

L'Accord de Paris n'est qu'un début. Il faut maintenant mettre en œuvre ce qui est nécessaire. Au niveau mondial, européen et au Luxembourg. Continuons à faire pression sur les gouvernements et les grands pollueurs et renforçons l'action et la mobilisation climatique en 2016. Si nos gouvernements ne sont pas à la hauteur de l'enjeu, nous le serons!

MOBILISATION GLOBALE



Les activistes du Luxembourg mobilisés à Paris le 12.12.15 lors de la marche pour le climat © Greenpeace

Les militants de Greenpeace se sont mobilisés lors de tous les temps forts de cette année en commençant par le *Global Divestment Day* en février, puis à la chaîne humaine où 7000 personnes encerclaient Garzweiler en Allemagne. Puis en mai à l'*ING Marathon Luxembourg* lors de la journée d'action globale *GetUpAndAct* où les runners et artistes se sont mobilisés simultanément. Mais aussi à l'occasion de la journée mondiale pour les énergies renouvelables en septembre. Et évidemment lors de la marche pour le climat au mois de novembre ou encore le D12 pour clôturer d'un point la COP21 à Paris. Oui, ensemble, les militants et citoyens luxembourgeois ont démontré leur volonté d'agir et leur engagement face aux changements climatiques avant la COP21.

DIVEST: WIR DREHEN DEN FOSSILEN ENERGIEN DEN GELDHAHN ZU!

Eine weltweite Bewegung...

Keine Kampagne hat letztes Jahr für so viel Furore gesorgt wie die Divestmentkampagne. Die Investitionen von Firmen, Banken und Fonds in fossile Energieträger werden durch öffentlichen Druck, Lobbying und "people power" gekappt. Divestment ist die logische Konsequenz des Pariser Abkommens für alle Entscheidungsträger, ob in Politik oder im Finanzsektor. Denn: um die globale Erwärmung so weit wie möglich unter 2 Grad Celsius zu begrenzen, müssen 80 Prozent der fossilen Brennstoffreserven im Boden bleiben. Investitionen in fossile Brennstoffe sind daher eine riesige potentielle „Kohlenstoff-Blase“. Dennoch subventionieren die Industrienationen die Öl-, Gas- und Kohleunternehmen jährlich mit 88 Milliarden Dollar. Dies ist fast doppelt so viel, wie für die Bereitstellung von kostengünstigen, erneuerbaren Energien für alle bis zum Jahr 2030 benötigt würde.

Auch der grösste souveräne staatliche Fonds der Welt, der norwegische Pensionsfonds, hat sich nach einer mehrjährigen Kampagne von Greenpeace und befreundeten Organisationen zum Ausstieg aus der Kohle entschlossen.

... in der Luxemburg eine wichtige Rolle spielt

Unser Ziel für 2016: das Beispiel Norwegen machen ! Der luxemburgische Pensionsfonds investiert weiterhin mehr als eine halbe Milliarde Euro in Betriebe, die im Bereich der fossilen Energien tätig sind. Der Fonds de Compensation hat Beteiligungen bei 78 der 100 größten Erdölfirmen und 48 der größten Kohlefirmen der Welt. Seit Februar 2015 engagiert sich Greenpeace Luxemburg zusammen mit der NGO-Plattform Votum Klima gegen die Investitionen des Luxemburger Pensionsfonds in fossile Energieträger und in Atomenergie. Luxemburg bekennt sich seit langem gegen die Atomkraft. Auch die Regierung profiliert sich immer wieder mit diesem Image. Allerdings investiert der Luxemburger Staat durch den Fonds de Compensation rund 7 Millionen Euro in französische Atomkonzerne.

Der parlamentarische Ausschuss für soziale Sicherheit, der für den Pensionsfonds zuständig ist, sah 2015 noch keinen Handlungsbedarf. Anfang 2016 jedoch hat der Ausschuss beschlossen, die Anlagekriterien des Pensionsfonds zu überprüfen. Eine Debatte auf parlamentarischer Ebene soll statt finden – ein erster kleiner Erfolg für die Luxemburger Divestmentkampagne

SOLIDARISCHE MOBILISATION



© Xavier Bechen

Rund um den Braunkohle-Tagebau Garzweiler in Nordrhein-Westfalen will die Kohleindustrie weiter baggern. Wir sagten nein! Die Geisterstadt Garzweiler wurde durch tausende Aktivisten wiederbelebt. Hier am Rande der größten CO₂-Quelle Europas gaben sich 7000 Aktivisten die Hand. Sie bildeten eine 7,5 Kilometer lange Menschenkette und setzten somit ein klares Zeichen: «Bis hier hin und nicht weiter!». Mehrere Dutzend Aktivisten von Greenpeace Luxemburg beteiligten sich an der Menschenkette und drückten somit ihre Solidarität mit den umgesiedelten Menschen aus. Der Tagebau Garzweiler wird auch als «Carbon Bomb» bezeichnet. Die vollständige Erschließung des Tagebaus hätte zur Folge, dass Europa seine Klimaziele niemals erreichen könnte.

ÉNERGIES 100% RENOUVELABLES, TOUT POUR PLAIRE... AU CLIMAT.

Les sources d'énergie actuellement utilisées présentent de grands risques environnementaux et sociaux. La Terre se réchauffe et les catastrophes climatiques se font plus fréquentes, plus intenses. Le défi est de taille, et à échelle mondiale : limiter la température moyenne de la planète bien en dessous de 2°C.

Un défi à relever

Oui, l'approvisionnement énergétique est sans aucun doute l'un des enjeux majeurs du 21^e siècle. Seul un développement rapide des énergies renouvelables, combiné à de réels progrès en efficacité énergétique, peut nous permettre de rétablir l'équilibre climatique et redéfinir la situation de la planète pour les générations futures. Comme le démontre le rapport *Energy Revolution* de Greenpeace, les techniques existent et ont déjà fait leurs preuves. Elles représenteraient un fort atout pour le climat, mais aussi pour notre économie. Elles permettraient la création de millions de nouveaux emplois et une nette amélioration de notre indépendance vis-à-vis des importations d'énergies fossiles et nucléaire. Par contre, la volonté politique se fait toujours attendre.

Un développement freiné par des mécanismes économiques et légaux

À l'échelle internationale, le Grand-Duché de Luxembourg est un cancre en la matière, malgré un réel potentiel. Moins de 1 % de la consommation énergétique nationale provient de l'énergie solaire et éolienne. Pourtant, la sortie des énergies fossiles doit se faire avant 2050 mais le gouvernement luxembourgeois n'a toujours pas de plan durable pour répondre à cette problématique. Bien que le Ministre de l'Economie ait présenté un nouveau projet de règlement pour soutenir la production de l'énergie photovoltaïque, celui-ci est encore bien trop contraignant pour générer une vraie transition énergétique. Il y a pourtant une réelle nécessité de faire évoluer la législation régissant la technologie photovoltaïque du pays, actuellement limitée à des installations de petite taille. Car les luxembourgeois veulent avancer, et leurs communes avec. C'est pourquoi en juillet 2015 nous avons lancé le projet «Eis Gemeng – beSONNeg gutt!», une action destinée à améliorer le soutien financier aux énergies renouvelables au Luxembourg et à offrir des possibilités pour exploiter le potentiel en énergie solaire qui dort sur les toitures.

MOBILISATION LOCALE



C'est une mobilisation toute particulière qui a engagé les communes luxembourgeoises cette année autour du projet «Eis Gemeng – beSONNeg gutt!» inauguré début juillet pour démontrer leur volonté d'investir dans de puissantes installations photovoltaïques et faire évoluer la réglementation nationale pour enfin abolir les énergies fossiles et nucléaire. L'initiative mise en place par Greenpeace au sein de la plateforme Votum Klima a relancé une seconde vague de rappel au gouvernement en septembre par l'action «100 % Renouvelables! Réveillez-vous!» organisée devant le ministère de l'Economie pour marquer la journée mondiale #ActionsForClimate. Car oui, c'est au tour du gouvernement d'agir - les communes sont prêtes, les citoyens aussi.

SE MOBILISER PARTOUT, ENSEMBLE.



Action «100% renewables» devant le Ministère de l'Economie, Luxembourg
© Xavier Bechen/Greenpeace

Journée d'action globale «Get Up and Act» à la Kulturfabrik, Esch-sur-Alzette
© Xavier Bechen



Run-action "ING Divest" de la GreenTeam lors de l'ING marathon.
© Philippe Schockweiler/Greenpeace



People vs. Shell devant le Polar Pioneer pour empêcher l'expédition de Shell en Arctique
© Keri Coles/Greenpeace

Gilets de sauvetage récupérés par MSF et Greenpeace au cours de leur mission à Lesbos, Grèce pour un message de paix.
© Florian Schulz/Greenpeace



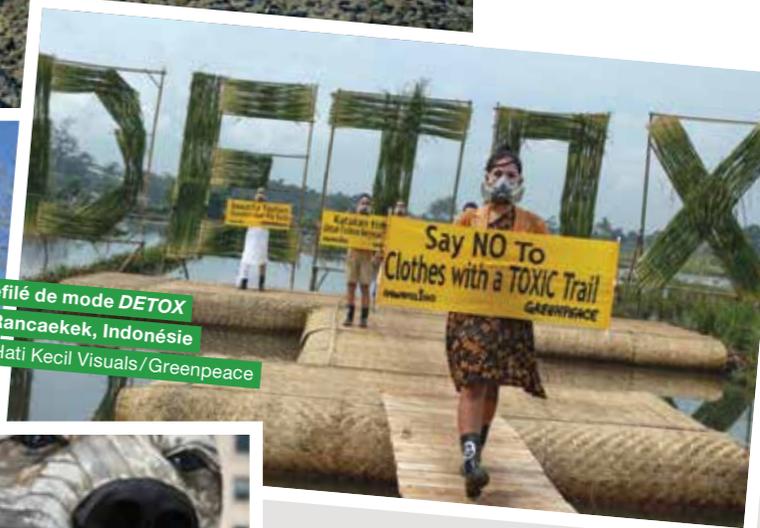
Soleil 100% de renouvelables peint autour de l'Arc de Triomphe lors de la COP21 à Paris
© Philippe Schockweiler/Greenpeace



0% Nucléaire, 0% Charbon, 100% de renouvelables, Luxembourg
© Greenpeace



Défilé de mode DETOX à Rancaekek, Indonésie
© Hati Kecil Visuals/Greenpeace



L'actrice Emma Thompson rejoint les activistes et Aurora (un ours polaire géant de Greenpeace) devant le siège de Shell à Londres.
© Greenpeace



NUCLÉAIRE : LES PAYS VOISINS IRRESPONSABLES, MAIS LA BATAILLE AVANCE.

Loi pour la transition énergétique votée.

Place au concret!

Début mars, le Président français Monsieur François Hollande était en visite d'Etat au Luxembourg. La centrale nucléaire de Cattenom et la loi sur la transition énergétique étaient à l'ordre du jour. La France assurait au Premier Ministre Xavier Bettel et aux responsables politiques luxembourgeois que la loi serait votée.

Elle le fut, en juillet. Et pour la première fois, un cadre législatif impose de réduire la part du nucléaire dans le mix électrique français! Mais tout reste à faire. A la fermeture prévue de deux réacteurs à Fessenheim il faudra ajouter trois autres réacteurs d'ici 2018 pour avoir ne serait-ce qu'une chance d'atteindre les objectifs fixés par la loi. Pour atteindre 27 % d'énergies renouvelables électriques en 2020 et 40 % en 2030, la France devra assurément mettre les bouchées doubles.

Le projet "Hinkley" contesté jusqu'au Luxembourg

La Commission européenne a donné au mois d'avril son accord pour la construction d'une centrale nucléaire au Royaume-Uni, par le groupe français EDF. Le gouvernement britannique proposant des aides d'Etat pour assurer la construction, le fonctionnement

et la stabilité du prix de l'électricité de cette centrale, a révolté le Luxembourg, l'Autriche et plusieurs Etats membres de l'Union Européenne qui s'opposent aujourd'hui à ce projet à plus de 22 milliards d'euros. La Cour Européenne de Justice devra trancher.

Tihange: une centrale nucléaire qui inquiète ses pays voisins

Les centrales nucléaires présentes sur le territoire belge affolent de plus en plus les pays voisins. C'est notamment le cas du Luxembourg, inquiet de sa proximité avec la centrale de Tihange et de ses déficiences, qui plaide pour la fermeture de celle-ci.

Greenpeace Luxembourg et Greenpeace Belgique font tous deux pression sur le gouvernement belge pour la non-prolongation de la durée de vie du réacteur n°1 et pour la fermeture du réacteur n°2 dont la cuve comporte de nombreuses fissures.

Une rencontre au sujet de la sûreté des réacteurs de la centrale nucléaire de Tihange a eu lieu au mois de décembre, sur demande du Luxembourg, entre le secrétaire d'Etat Camille Gira et le ministre de l'Intérieur de la Belgique. Greenpeace étudie des pistes juridiques pour la fermeture de Tihange.

MOBILISATION TRANSFRONTALIÈRE



Des militants de Greenpeace ont manifesté le vendredi 6 mars lors de la visite du Président français François Hollande au Luxembourg pour exiger une réelle transition énergétique avec un objectif ambitieux pour sortir du nucléaire. Lors de l'arrivée du Président au château de Senningen, les militants l'accueillaient en brandissant les bannières « transition énergétique c'est maintenant ». Dans l'après-midi, le convoi présidentiel rejoignait le site de Belval, les militants aussi... histoire de s'assurer que le message était passé : le Luxembourg ne veut pas de nucléaire, de son danger, de son prix. Le choix de la France, c'est aussi le Luxembourg qui le subit.





ES GEHT UNS ALLE AN: TTIP UND CETA STOPPEN!

Greenpeace setzt sich gegen die Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft zwischen Europa und den USA (TTIP) sowie gegen das Freihandelsabkommen mit Kanada (CETA) ein. Tatsache ist: sollten diese Freihandelsabkommen umgesetzt werden, steht es schlecht um viele unserer sozialen Errungenschaften, den Umwelt- und den Verbraucherschutz. So könnte es zur Aufweichung von Arbeitnehmerrechten kommen. Die Anwendung des Vorsorgeprinzips, Grundlage für den Schutz von Umwelt und Verbrauchern in Europa, wäre in Frage gestellt. Unsere Demokratie und unsere Gesetze, die oft durch das Engagement von BürgerInnen und NGOs entscheidend verbessert werden, riskiert, untergraben zu werden.

Greenpeace Luxemburg beteiligt sich zusammen mit 500 NGOs an der europäischen Bürgerinitiative gegen TTIP und CETA, die innerhalb eines Jahres knapp 4 Millionen Unterschriften sammeln konnte. Die nationale StopTTIP-Plattform vereint sämtliche Gewerkschaften, Umweltschutzorganisationen, Entwicklungs-NGOs, einige Bauernverbände sowie den Verbraucherschutzverband. Sie ist ein gesellschaftsübergreifender Zusammenschluß, wie wir ihn in Luxemburg bislang noch nicht gekannt

haben. Doch trotz massiver Zweifel von Seiten der Zivilgesellschaft verteidigen die EU-Kommission und die Regierungen der EU-Staaten auch weiterhin die beiden Freihandelsabkommen. Selbst die Reform der berüchtigten Schiedsgerichte (ISDS) ergab keine Verbesserungen: das Prinzip, dass Konzernen exklusive Klagerechte gegen Staaten eingeräumt werden, bleibt nach wie vor unangetastet. Anfang 2015 versuchte die EU-Handelskommissarin Cecilia Malmström, die Vertreter der StopTTIP-Plattform vom Nutzen der Freihandelsabkommen zu überzeugen. Doch sie konnte keine einzige unserer grundlegenden Sorgen entkräften. Mittlerweile tut sich auf lokaler Ebene etwas: 10 luxemburgische Gemeinden haben bereits auf kommunaler Ebene Resolutionen gegen CETA und TTIP verabschiedet.

Greenpeace Luxemburg warnt: TTIP und CETA sind ein Einfallstor für die Gentechnik

Greenpeace warnte 2015 auf die Auswirkungen der Freihandelsabkommen CETA und TTIP hinsichtlich der Verwendung genetisch veränderter Organismen. In der Tat könnten die Freihandelsabkommen das Ende der gentechnik-freien Lebensmittel und Landwirtschaft in Europa bedeuten.

BÜRGERINNEN MOBILISIEREN GEGEN TTIP UND CETA



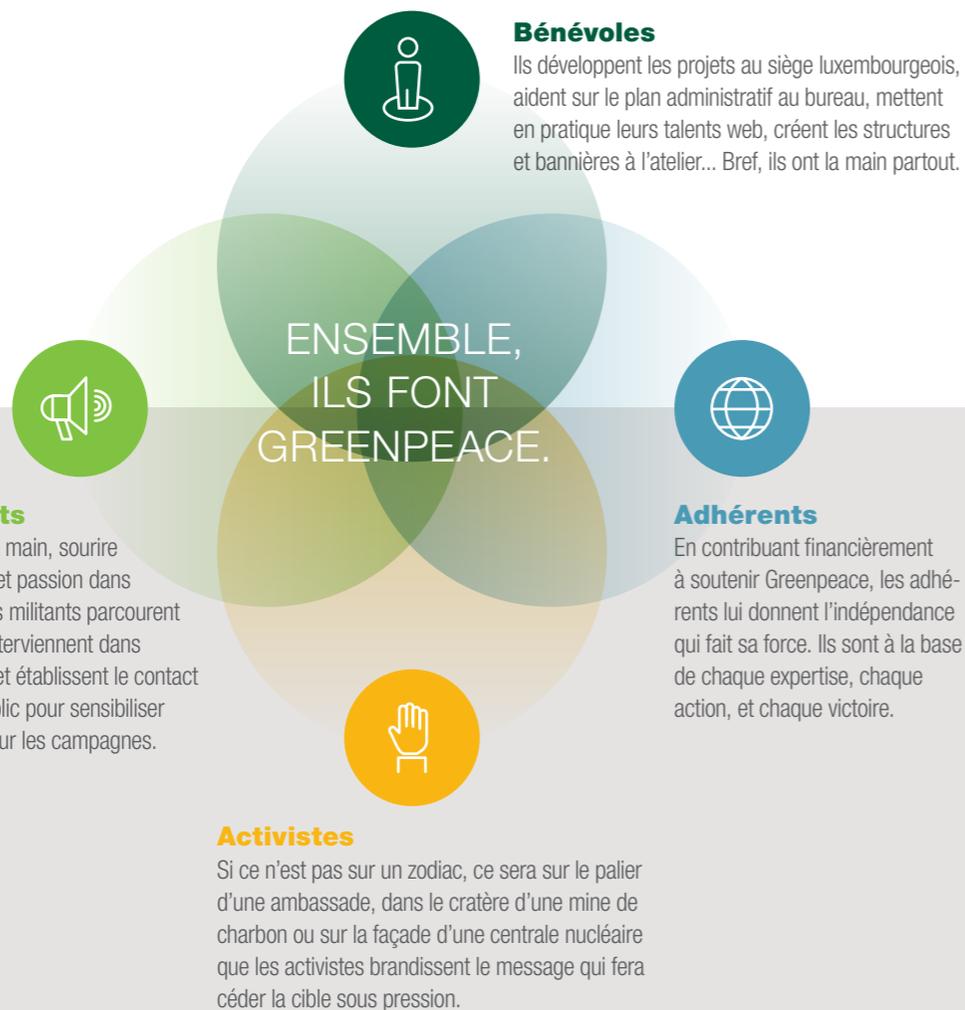
Sascha Ley, Luxemburger Künstler setzen ein Zeichen gegen TTIP
© Marlene Soares

Am 10. Oktober, anlässlich des weltweiten Aktionstages gegen TTIP und CETA, hatten mehr als 2000 Menschen auf der Place Clairefontaine gegen die Freihandelsabkommen demonstriert - ein enormer Meilenstein. Bürgerinnen und Bürger aus allen Bereichen der Gesellschaft sagten NEIN zu TTIP. Auch die Künstlerin Sascha Ley und die Musiker von The Disliked und De Lâb unterstützten uns mit ihrem guten Namen!

S'ENGAGER UN PEU, BEAUCOUP, PASSIONNÉMENT ?

Chaque jour les bénévoles, les donateurs, les activistes et militants participent activement au travail de Greenpeace. Engagés envers la planète et au sein d'une communauté où se mêlent visions et passions communes, ils prennent le pouvoir pour reconstruire le monde ensemble, autrement.

En donnant du temps, des ressources, des compétences, tous contribuent à mener campagne, chacun à sa façon ou plutôt à ses façons : il n'y a pas de frontière à l'engagement.



La communauté Greenpeace s'agrandit et les liens se resserrent, chaque jour plus fort.

Rejoignez-nous!

Greenpeace hat mir unvergessliche Momente beschert. Es macht mir einen riesen Spass in der Gruppe mit gleichgesinnten Menschen zu arbeiten. Die angebotenen Möglichkeiten sind genial und motivieren mich immer wieder aufs Neue.

Dana



Sät 20 Joer sinn mir Memberen vun Greenpeace.



Wei Greenpeace seng Lafequippe gegrënnt huet waren mir direkt mat dobäi. Et war fir eis virun allem d'Chance déi wonnerbar Leit hannert Greenpeace kennen a schätzen ze leieren. Mir wäerten an Zukunft weider dobäi sinn, v'läicht och op Aktiounen.

Pascal & Sonja



Als ich angefangen habe zu spenden gab es noch keine Einheitswährung. Es ist also schon länger her. Seit 2011 bin ich auch aktives Mitglied in der asbl, dem Vorstand von Greenpeace Luxemburg was mir erlaubt mich ganz konkret für den Schutz der Umwelt einzusetzen.

Roberto

AGIR ENSEMBLE, C'EST AGIR ÉNORMÉMENT.



Pour moi s'engager auprès de Greenpeace, c'est me rapprocher sur le terrain de personnes qui partagent les mêmes valeurs. J'ai commencé par les actions et participe maintenant régulièrement aux soirées "open doors" pour développer des projets avec l'équipe!

Anais

FINANCES 2015

Greenpeace est une des seules ONG au Luxembourg à être totalement indépendante de tout apport financier de l'Etat, des pouvoirs publics et des groupes industriels, financiers ou commerciaux. Notre budget repose entièrement sur les contributions de nos adhérents. Cette indépendance est la garantie absolue de notre totale liberté d'action et de prise de position. En 2015, nos adhérents nous ont montré une fois de plus leur fidélité et leur soutien sans faille.

RECETTES DE GREENPEACE EN 2015

**83% DONS RÉGULIERS: 740 329,43 €**

83 % des recettes de Greenpeace proviennent de dons réguliers, sous forme d'ordre permanent ou de cotisation annuelle.

Certains donateurs décident de soutenir Greenpeace au-delà de leur vie et incluent la Fondation Greenpeace dans leurs testaments.

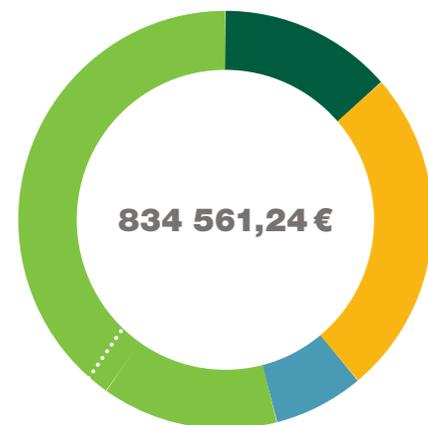
1% AUTRES REVENUS: 9 623 €

Greenpeace Luxembourg détient des réserves couvrant trois mois de ses dépenses courantes. Ces fonds sont placés sur un compte épargne alternatif (Ethika) afin d'être disponibles à tout moment.

16% DONS PONCTUELS: 144 261,57 €

De nombreux donateurs apportent un soutien supplémentaire aux activités générales de Greenpeace ou à des projets de campagnes spécifiques; certains membres ont aussi pensé à Greenpeace lors d'événements particuliers.

DÉPENSES DE GREENPEACE EN 2015

**53% DÉPENSES TOTALES POUR LES CAMPAGNES: 440 838,02 €****38% DONT CAMPAGNES MENÉES AU NIVEAU NATIONAL: 312 838,02 €**

Climat et énergie 33,93%, Nucléaire 20,73%, Agriculture 4,89%, Action et communication 40,44%

15% ET CAMPAGNES INTERNATIONALES: 128 000,00 €

Par le biais d'un circuit de redistribution mis en place au niveau international, les bureaux des pays riches contribuent aux activités menées dans les pays du sud et de l'est (ex. Protection de l'Amazonie et des forêts tropicales en Indonésie et au Congo, instauration de réserves marines dans le Pacifique, adaptations aux changements climatiques).

Grâce à tous nos adhérents, nous pouvons financer des campagnes toujours plus ambitieuses, dans un contexte où l'environnement est au cœur et à la base de l'économie et des équilibres mondiaux.

10% RECRUTEMENT DE 842 NOUVEAUX MEMBRES DONATEURS: 85 305,76 €

Pour garantir son indépendance, Greenpeace a besoin de nouveaux membres donateurs. Pour faire connaître nos activités et augmenter le nombre de nos membres, il est nécessaire d'engager des frais importants.

21% ACCUEIL, SUIVI ET INFORMATION DES 9.208 MEMBRES DONATEURS: 174 417,58 €**16% ADMINISTRATION, GESTION ET COORDINATION: 133 999,88 €**

BUNNY McDIARMID ET JENNIFER MORGAN

NOUVELLES CO-DIRECTRICES EXECUTIVES DE GREENPEACE INTERNATIONAL

Bunny McDiarmid, ex-directrice de Greenpeace Nouvelle-Zélande et Jennifer Morgan, ex-directrice du programme de protection du climat du World Resource Institute, prennent les rennes de Greenpeace International. Elles succèdent à Kumi Naidoo, et ne manquent pas d'idées pour le futur de l'organisation.

Quelle est votre vision commune sur ce nouveau défi ?

Nous misons toutes deux sur la confiance et la remise en question respectueuse des façons de vivre. Nous croyons toutes deux que l'on peut développer des équipes très efficaces en reliant entre elles des idées et des approches différentes.

Pour vous, que signifie aujourd'hui la co-direction de Greenpeace ?**Bunny:**

La co-direction ne signifie pas seulement partager les tâches de co-directrices internationales.

Elle signifie bien plus que nous en répartirons la conduite sur les différentes directions nationales et régionales sur toute la planète, et aussi sur nos donatrices et donateurs.

Il s'agit de partager – globalement – le pouvoir et la responsabilité et le défi d'aller de l'avant, de sortir le meilleur de nous-mêmes, et ce à une époque de menaces écologiques majeures et d'opportunités existentielles.

Jennifer:

Nous savons particulièrement bien surmonter les différences, nous engager pour une mission et travailler pour un résultat. Il existe d'ailleurs bien de

nombreux hommes avec lesquels nous pourrions partager la barre de Greenpeace. Mais Bunny et moi pouvons, grâce à notre co-direction, amener en outre de jeunes femmes à croire en leur avenir et les renforcer dans leurs capacités à pouvoir atteindre tous les objectifs et toutes les fonctions – que ce soit la direction de Greenpeace ou celle d'un Etat.

Quel message voudriez-vous adresser à la communauté Greenpeace ?

Les gens souhaitent quelque chose en quoi croire, une nouvelle idée qui leur donne une meilleure image de l'humanité, de notre avenir et de la Terre avec son atmosphère et ses océans. Et c'est ce que Greenpeace peut offrir. Si nous parvenons réciproquement à sortir le meilleur de nous-mêmes, alors nous créerons une meilleure organisation. Et si nous parvenons à sortir le meilleur de l'humanité, alors nous créerons un monde meilleur.





IMPRESSUM

Publié par:
GREENPEACE LUXEMBOURG

B.P 229 L-4003 Esch/Alzette
Tél. : + 352 54 62 52-1
Fax : + 352 54 54 05
CCPL LU51 1111 0893 0060 0000
www.greenpeace.lu
membres.lu@greenpeace.org

Rédaction: Lise Bockler, Philippe
Schnockweiler, Megan Tambour,
Eva Waldmann
Ont collaboré à ce numéro:
Jean-François Julliard,
Martina Holbach, Roger Spautz,
Jutta Avrat et Olivia Dutraux.

Conception et réalisation:
Bizart



Imprimé au Luxembourg
sur papier 100% recyclé
blanchi sans chlore